

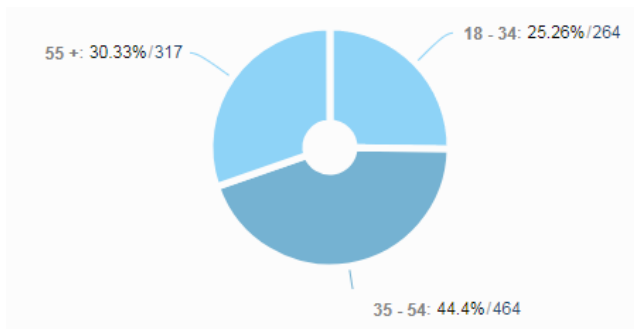


Observatoire de la Matérialité

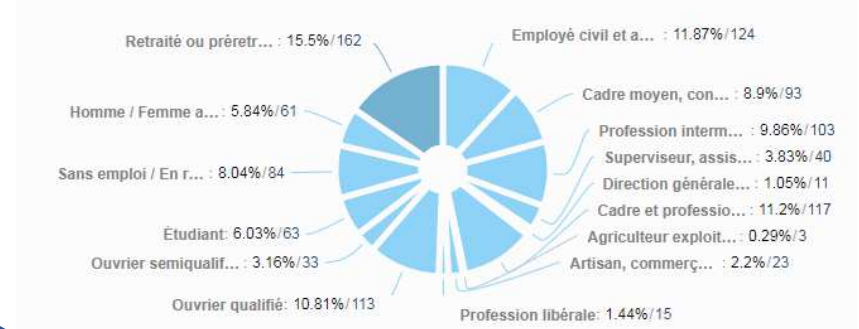
15 février 2018 – Enquête grand public
Premiers résultats

Méthodologie & données

Résultats et premières pistes d'analyse

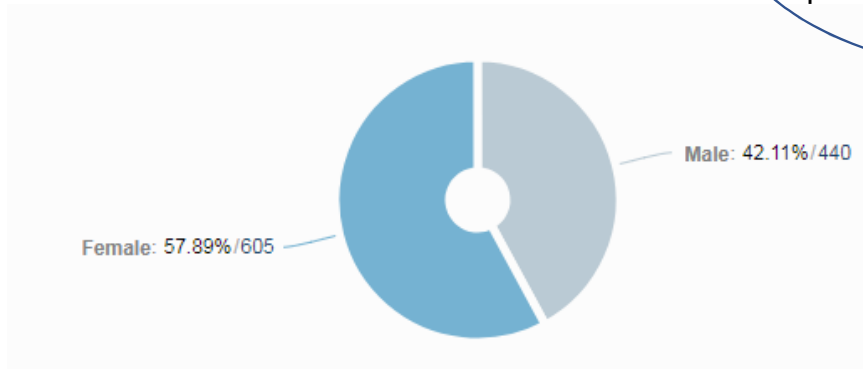


Âge

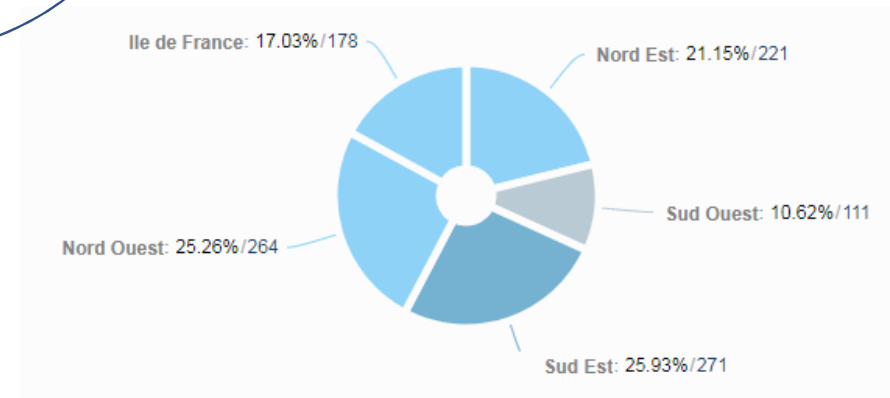


Situation professionnelle

1045 répondants
Cible : 18 ans et +,
 panel représentatif de la population française



Sexe



Région

1. **Question 1** : Selon vous, quels sont les enjeux de société incontournables pour les années à venir ?
2. **Question 2** : Veuillez maintenant sélectionner parmi les enjeux ci-dessous, 5 enjeux incontournables pour les années à venir
3. **Question 3** : Imaginez maintenant que vous êtes le patron d'un grand groupe international. Quels seraient, parmi la liste ci-dessous, les enjeux qui vous paraîtraient prioritaires pour votre entreprise ?
4. **Question 4** : Penchons-nous maintenant sur les différents secteurs de l'économie. Pour chacun des secteurs ci-dessous, quel est, selon vous, l'enjeu le plus important ?
5. **Question 5** : Pour chacun des enjeux ci-dessous, quel est l'acteur dont le rôle vous semble le plus important ?
6. **Question 6** : Pourquoi les entreprises doivent-elle s'engager en faveur des enjeux de société ?
7. **Question 7** : Selon vous, sur quoi peut-on juger l'efficacité de l'action des entreprises ?
8. **Question 8** : Selon vous, de quelle manière une entreprise peut-elle agir en faveur de ces enjeux ?
9. **Question 9** : Selon vous, quelle est la finalité d'une entreprise ?

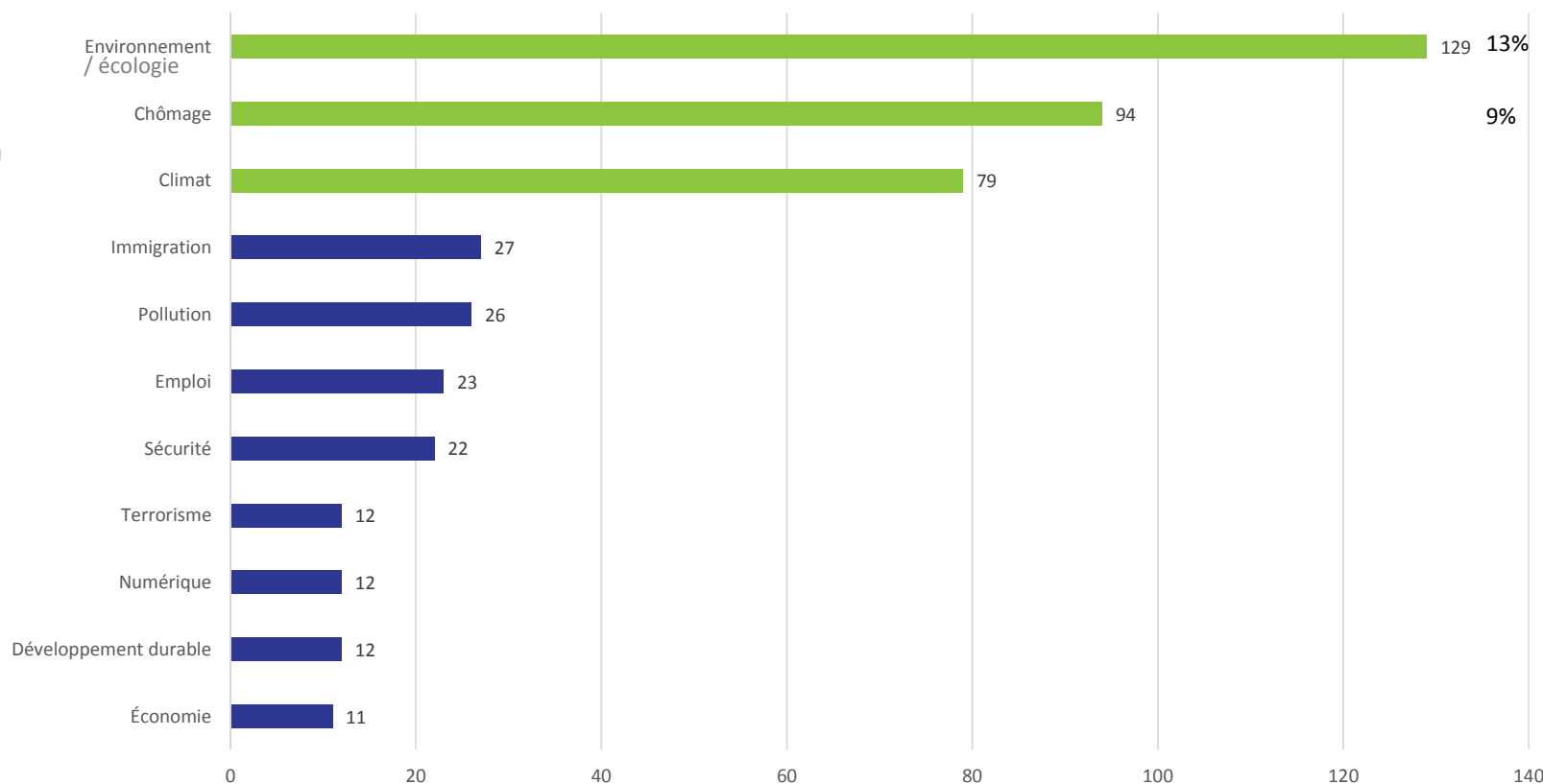
Méthodologie & données

Résultats et premières pistes d'analyse

1. Un **consensus fort et spontané** de la société civile autour des sujets liés à **l'environnement et au climat**, devant les enjeux sociaux et sociétaux
 - *Questions 1 et 2 – voire 3*
2. Un **décalage** constaté entre la société civile, d'une part ; et, les actionnaires / intérêt business, d'autre part :
 - Concernant les enjeux identifiés comme prioritaires pour la société civile vs. pour le business → *questions 1 à 3*
 - *Vers une convergence des attentes au niveau sectoriel → questions 2 et 4*
 - Concernant la finalité perçue de l'entreprise → *question 9*
3. Un **engagement** de l'entreprise **reconnu et attendu** sur les sujets sociaux, sociétaux et environnement, confortant la dynamique sur la redéfinition de l'entreprise engagée via la loi PACTE
 - Concernant son engagement, attendu voire à privilégier, aux côtés d'autres acteurs → *question 5*
 - Concernant la finalité de l'entreprise → *question 9*
 - Concernant les moyens à mettre en œuvre → *question 8*
4. **Vers une redéfinition partielle du rôle de l'État** : entre fonctions régaliennes et démarche de collaboration
 - → *question 5*

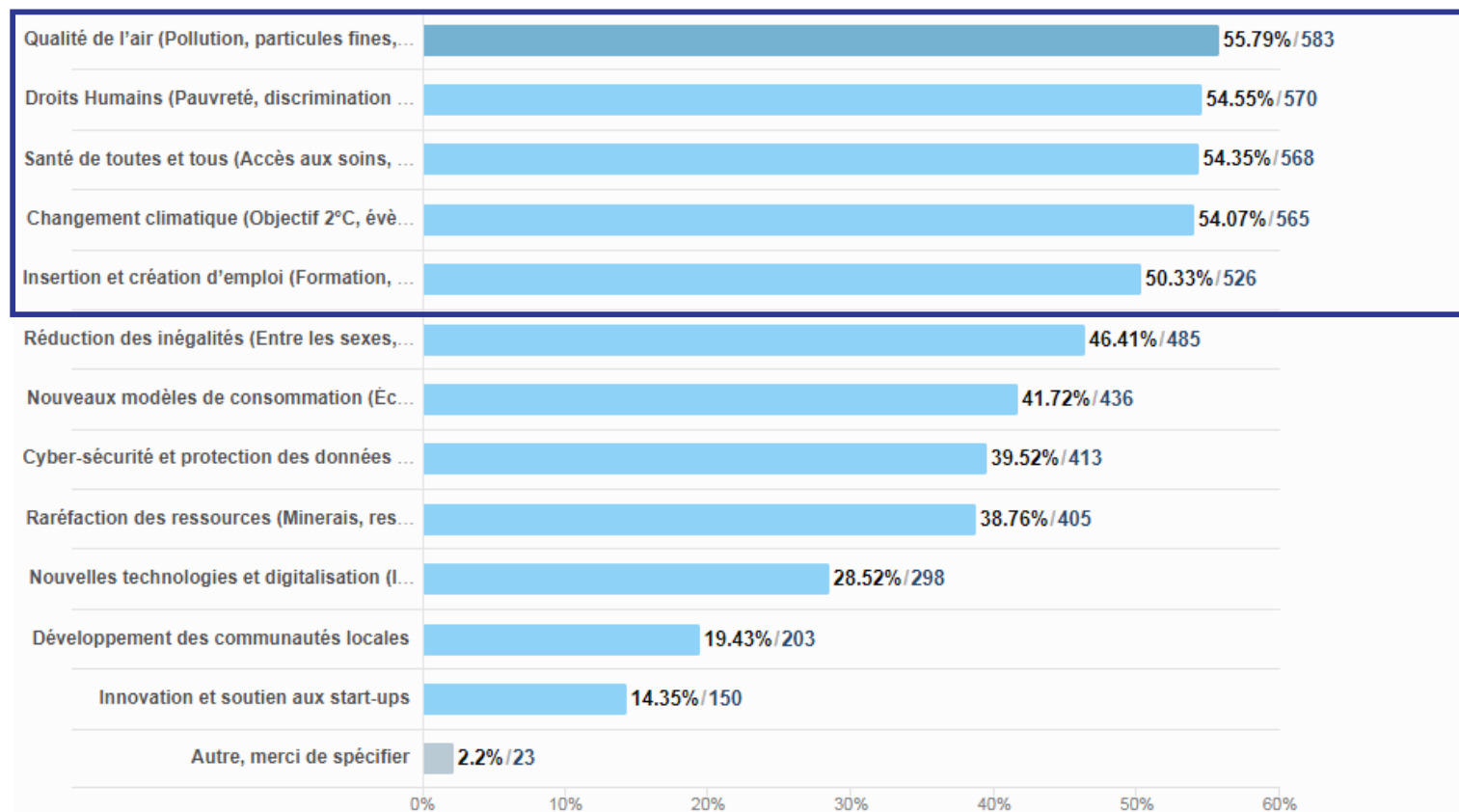
Question 1 : Selon vous, quels sont les enjeux de société incontournables pour les années à venir ?

Question ouverte :
occurrence des
thématiques citées
spontanément
comme le 1^{er} enjeu
incontournable



- La **préservation de l'environnement** et le **changement climatique** ressortent comme une préoccupation majeure pour les années à venir (27% des répondants)
- Le **chômage** est mentionné par près d'une personne sur 10

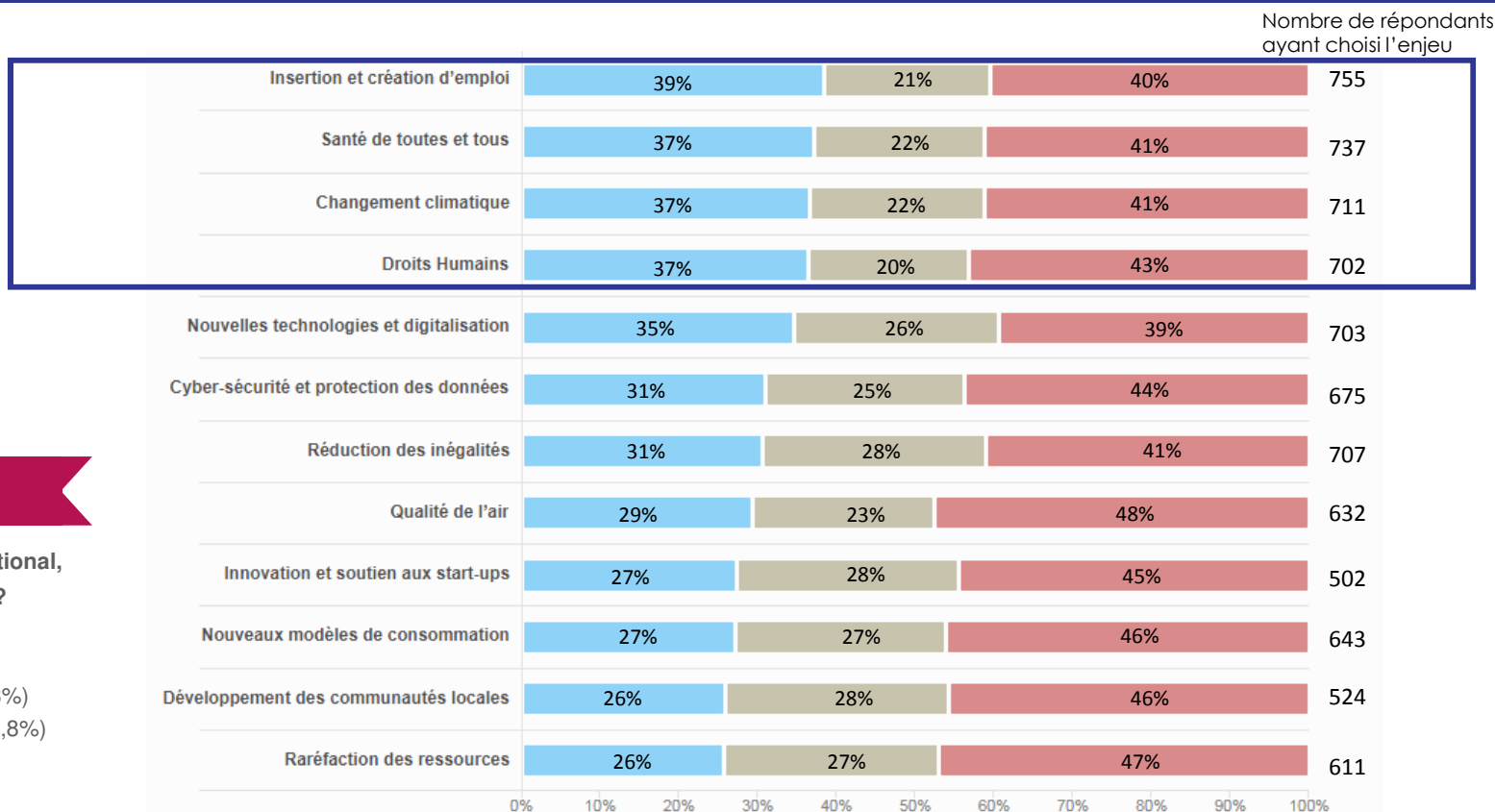
Question 2 : Veuillez maintenant sélectionner parmi les enjeux ci-dessous, 5 enjeux incontournables pour les années à venir



- La **qualité de l'air** devient l'enjeu le plus mentionné, suivi par **les droits humains** et la santé. Le **changement climatique** n'apparaît qu'en 4^{ème} position.
- **Très fort consensus** sur les 5 enjeux prioritaires : plus d'1 répondant sur 2

Question 3 : Imaginez maintenant que vous êtes le patron d'un grand groupe international. Quels seraient, parmi la liste ci-dessous, les enjeux qui vous paraîtraient prioritaires pour votre entreprise ?

■ Positions 1 et 2
■ Position 3
■ Positions 4 et 5



Comparaison avec 2015

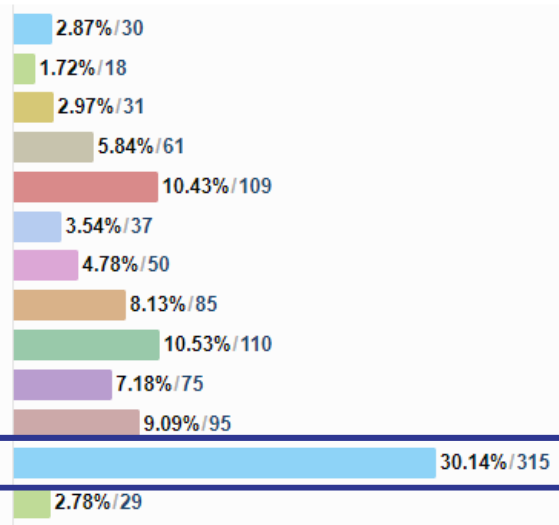
Si vous étiez le patron d'un grand groupe international, quelles seraient vos priorités en matière de RSE ?

1. Santé et bien-être des collaborateurs (14,7%)
2. Respect des droits de l'Homme (13%)
3. Lutte contre le réchauffement climatique (12,3%)
4. Investissement en recherche & innovation (11,8%)
5. Emploi et développement local (11%)

- Dans une perspective business, la **création d'emploi**, la protection de la **santé**, le **changement climatique** et les **droits humains** sont le plus souvent identifiés comme les enjeux prioritaires
- Mais **chacun des enjeux** a été sélectionné plus de 130 fois comme faisant partie des enjeux prioritaires pour l'entreprise

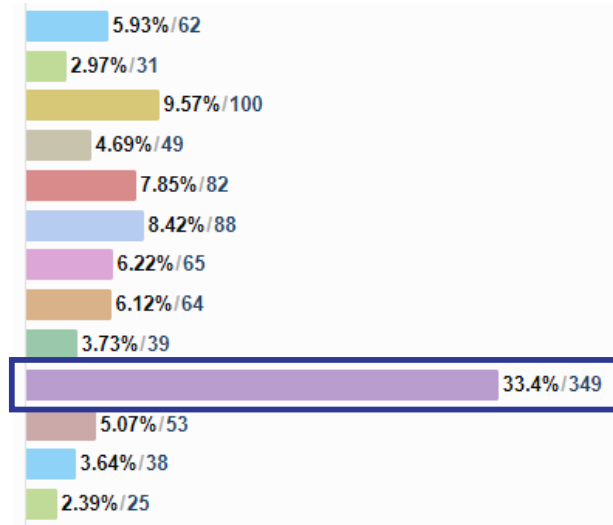
Question 4 : Penchons-nous maintenant sur les différents secteurs de l'économie. Pour chacun des secteurs ci-dessous, quel est, selon vous, l'enjeu le plus important ? (1/2)

Banque et Finance



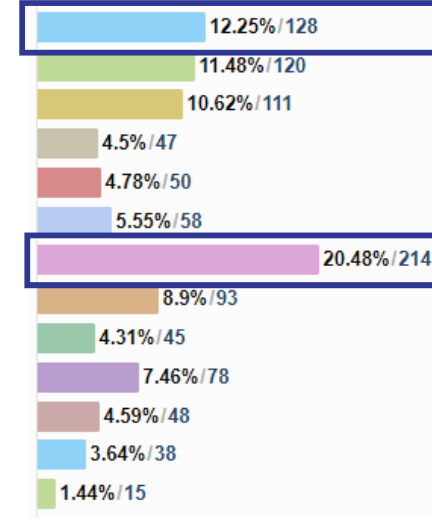
1 CYBER SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

Biens de consommation



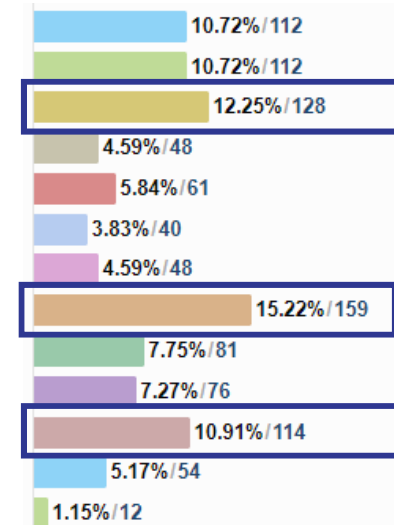
1 NOUVEAUX MODÈLES DE CONSOMMATION

Énergie et services aux villes et collectivités



1 DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS LOCALES
CHANGEMENT CLIMATIQUE

Industrie



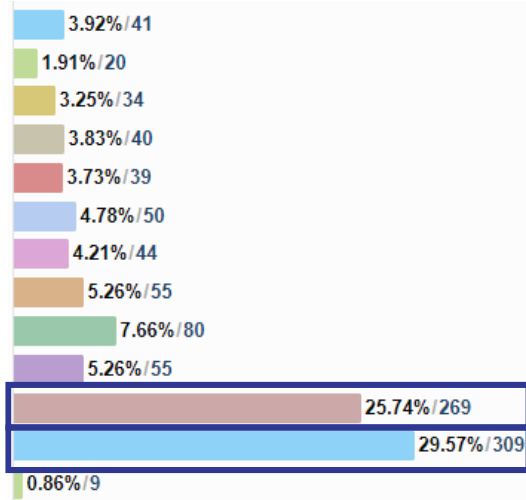
1 INSERTION ET CRÉATION D'EMPLOI
RARÉFACTION DES RESSOURCES
NOUVELLES TECHNOLOGIES

- Changeement climatiq...
- Qualité de l'air
- Raréfaction des ress...
- Droits Humains
- Réduction des inégal...
- Santé de toutes et tous
- Développement des ...
- Insertion et création ...
- Innovation et soutien...
- Nouveaux modèles d...
- Nouvelles technologi...
- Cyber-sécurité et pro...
- Aucun

- Les entreprises sont attendues en priorités sur **les enjeux qui correspondent à leur cœur de métier** mais également sur **les grandes tendances qui les concernent particulièrement** et qui impliquent de **réinventer leur modèle de production**
- **un filtre « business » apparaît ainsi au niveau sectoriel**, reflétant une **convergence** entre les attentes de la société civile et les enjeux jugés priorités pour le secteur

Question 4 : Penchons-nous maintenant sur les différents secteurs de l'économie. Pour chacun des secteurs ci-dessous, quel est, selon vous, l'enjeu le plus important ? (2/2)

Télécommunication et technologie de l'information

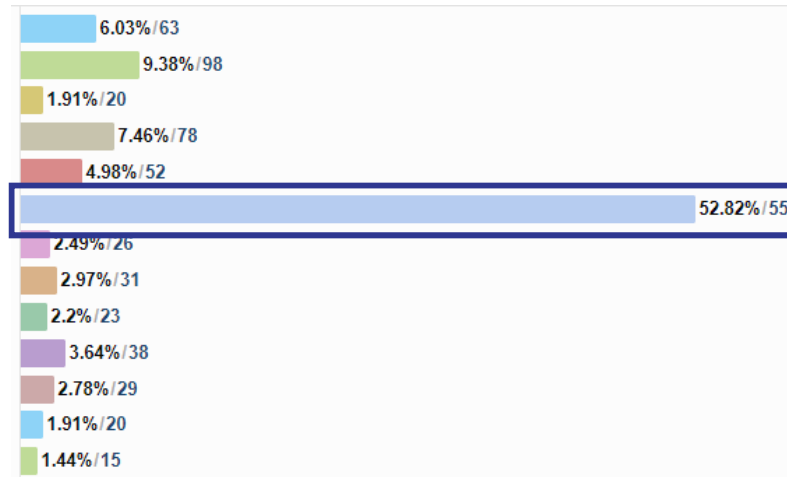


1

CYBER SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

NOUVELLES TECHNOLOGIES

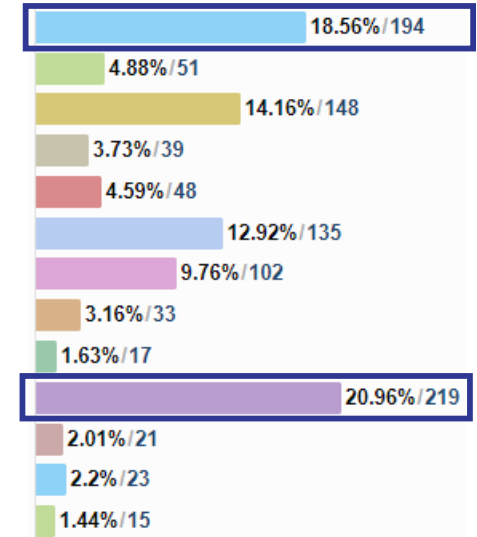
Santé



1

SANTÉ

Agriculture et alimentation



1

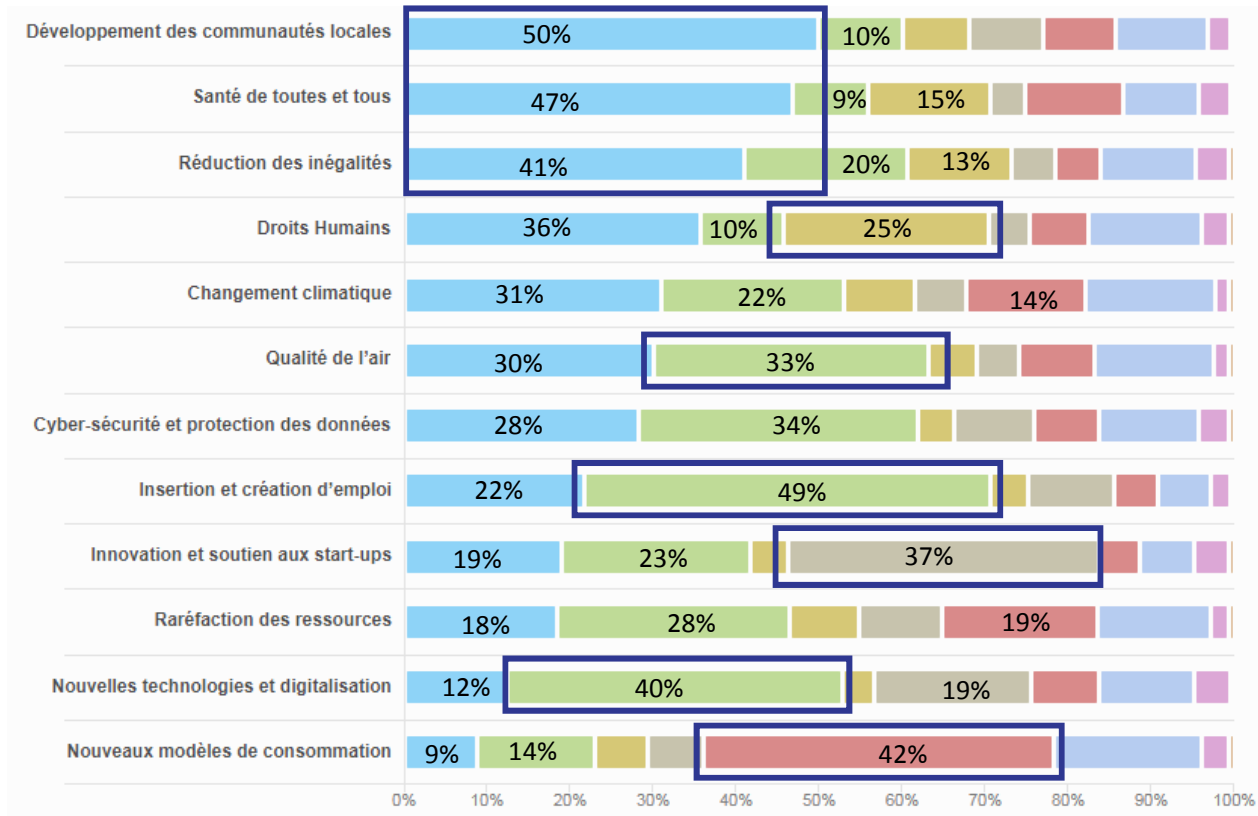
NOUVEAUX MODÈLES DE CONSOMMATION

CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Changement climatiq...
- Qualité de l'air
- Raréfaction des ress...
- Droits Humains
- Réduction des inégal...
- Santé de toutes et tous
- Développement des ...
- Insertion et création ...
- Innovation et soutien...
- Nouveaux modèles d...
- Nouvelles technologi...
- Cyber-sécurité et pro...
- Aucun

Question 5 : Pour chacun des enjeux ci-dessous, quel est l'acteur dont le rôle vous semble le plus important ? (1/4)

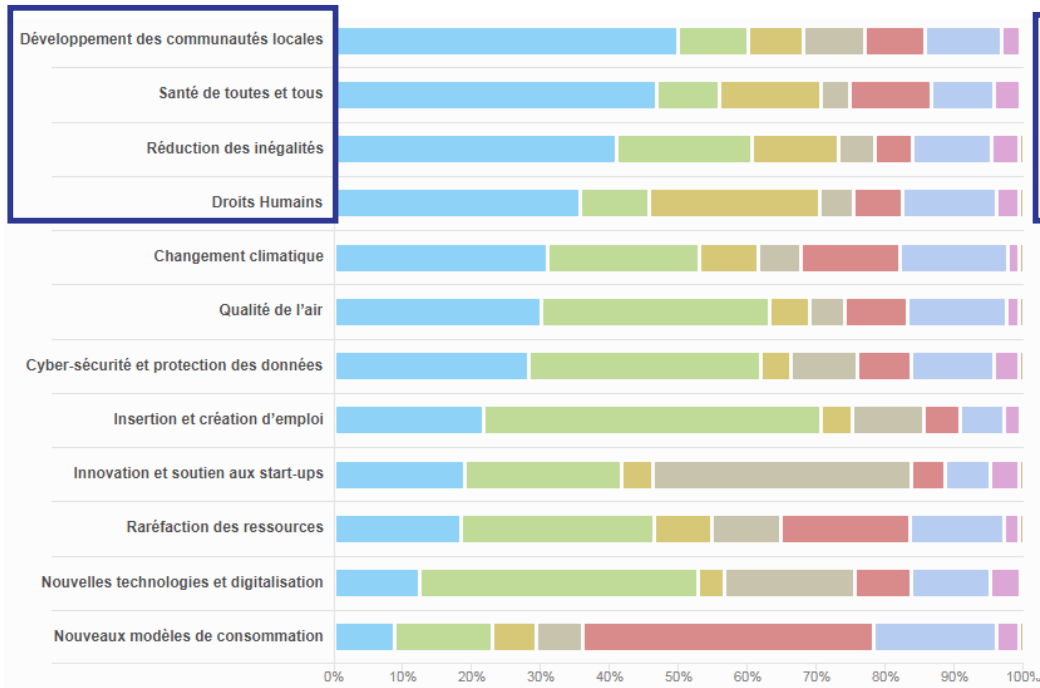
Général



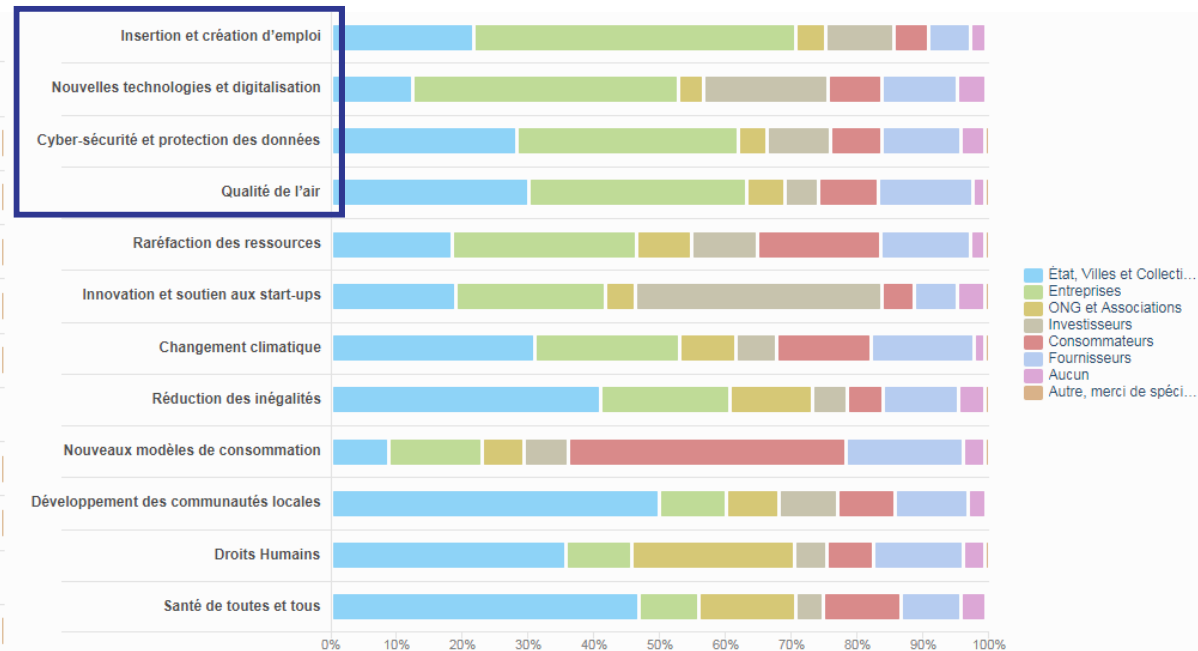
- Si le rôle de l'État reste prégnant dans certains domaines, on observe **un équilibre des répartitions des responsabilités** (changement climatique, qualité de l'air, cybersécurité, raréfaction des ressources) et **l'émergence de nouveaux acteurs** considérés comme incontournables (nouveaux modèles de consommation, innovation et soutien aux start-ups, droits humains)
- L'entreprise apparaît comme le **second acteur incontournable** aux yeux de la société civile

Question 5 : Pour chacun des enjeux ci-dessous, quel est l'acteur dont le rôle vous semble le plus important ? (2/4)

État, villes et collectivités



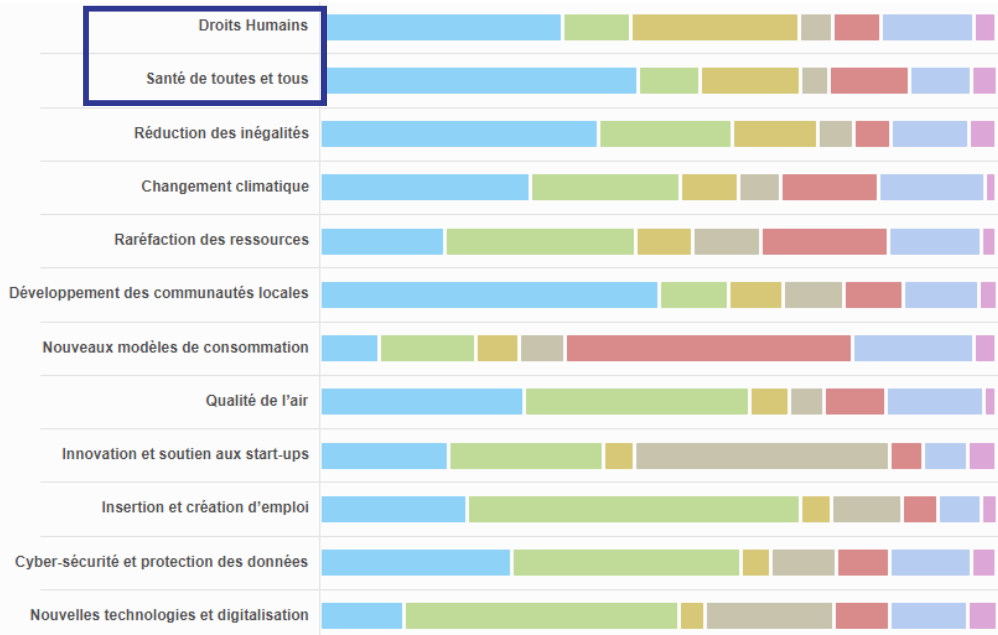
Entreprises



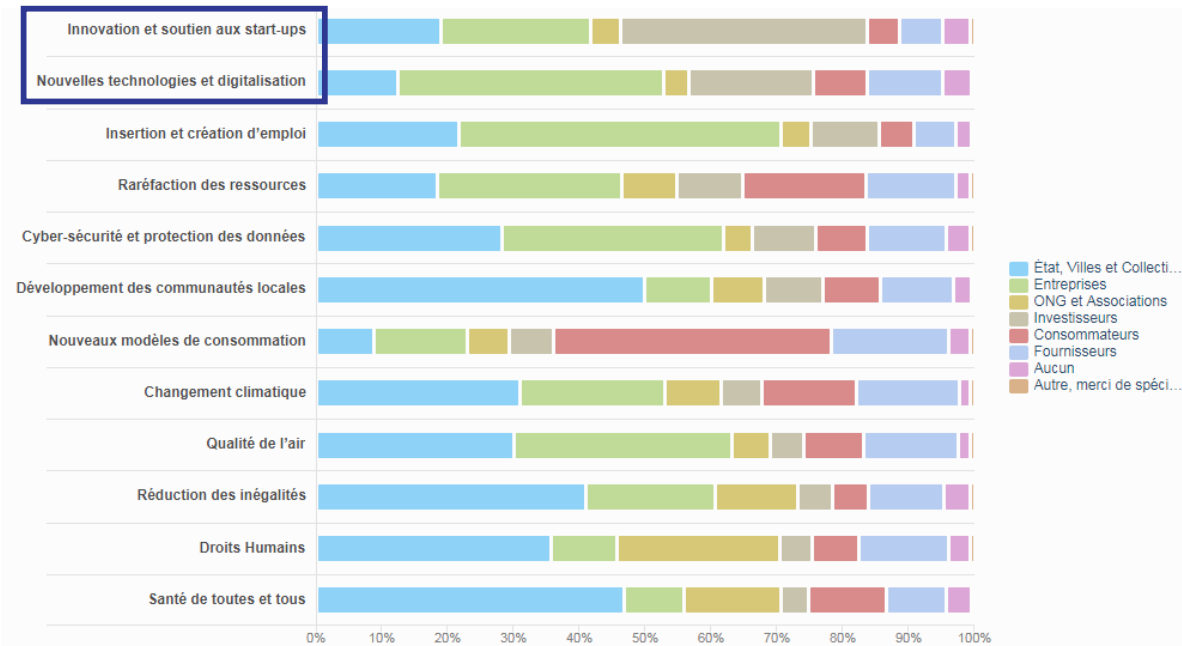
- L'État est toujours reconnu comme un acteur majeur sur les grands enjeux sociétaux mais il n'est pas considéré comme **moteur sur les sujets de transformation** et son **rôle incitatif** notamment en termes d'innovation **n'est pas reconnu**.
- **Les entreprises ont un nouveau rôle – plus proactif – à jouer sur ces sujets**, notamment sur **l'innovation** mais sont également attendues sur un **engagement sociétal**, par exemple sur la création d'emploi et la préservation de la qualité de l'air

Question 5 : Pour chacun des enjeux ci-dessous, quel est l'acteur dont le rôle vous semble le plus important ? (3/4)

ONG et Associations



Investisseurs

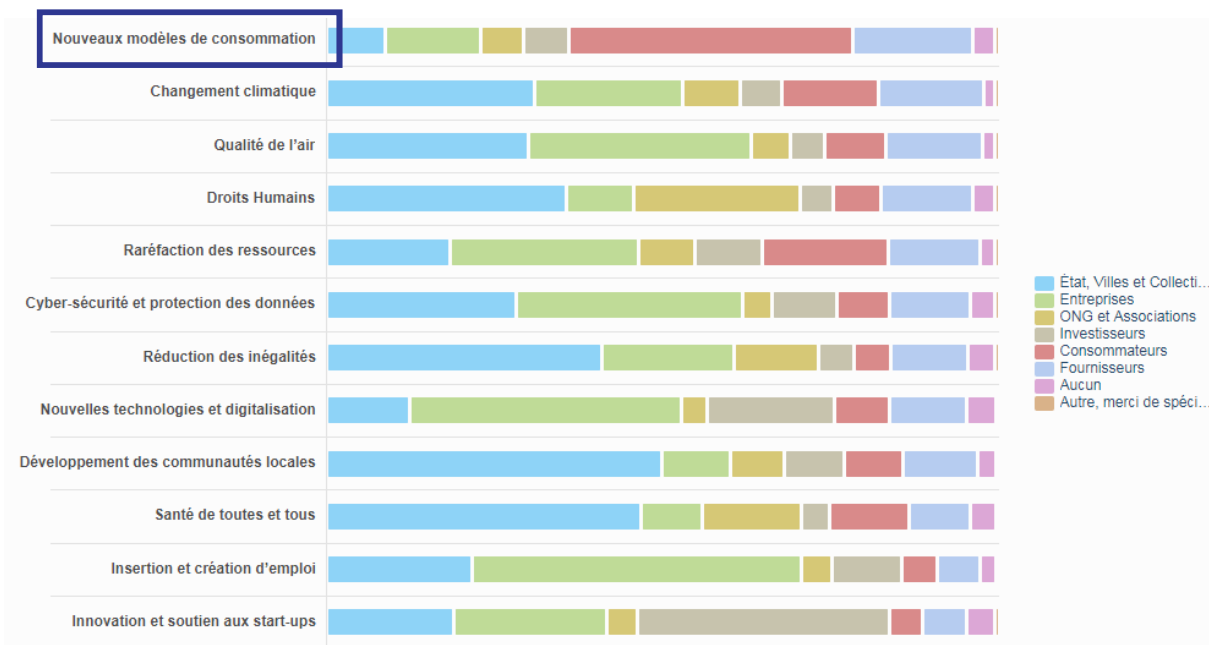
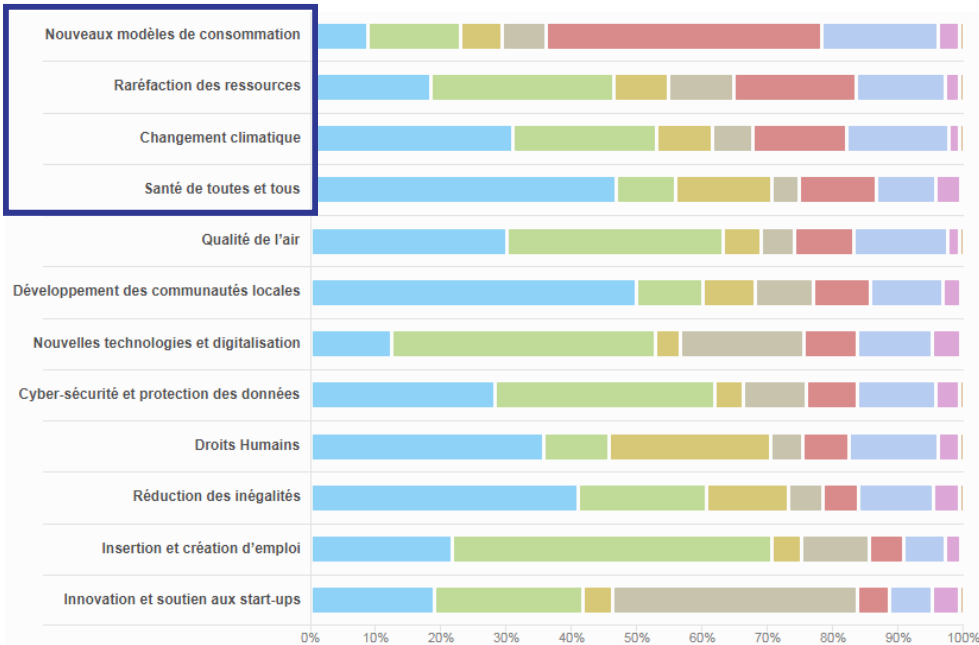


- Vers l'émergence d'acteurs moteurs sur certains enjeux (une perception du grand public en ligne avec les travaux de l'Observatoire) :
- Si l'État reste largement identifié comme l'acteur majeur de la protection des Droits de l'Homme et de la santé, **les associations et ONG ont désormais un rôle essentiel d'accompagnement de l'État** sur ces sujets, en tant que **lanceurs d'alerte ou d'accélérateur de l'engagement**.
- Au-delà de leur investissement à travers les entreprises, les investisseurs ont désormais **leur propre rôle à jouer**, notamment comme **moteur de la transformation et de la modernisation**. Ils semblent ainsi reconnus comme des acteurs **tournés vers l'avenir** et préparant le futur.

Question 5 : Pour chacun des enjeux ci-dessous, quel est l'acteur dont le rôle vous semble le plus important ? (4/4)

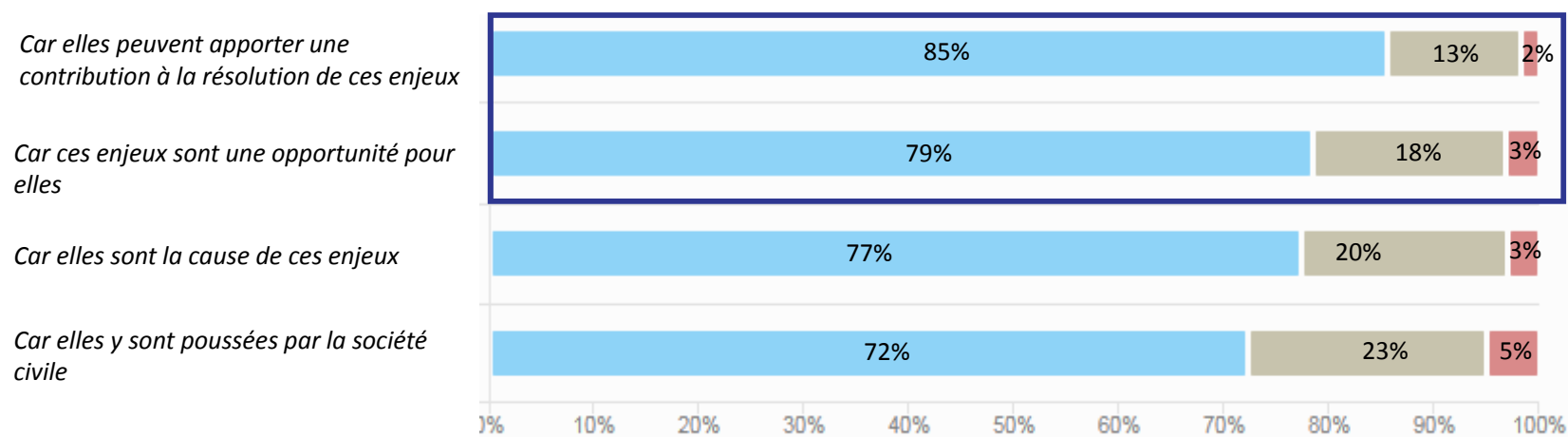
Consommateurs

Fournisseurs



- Les répondants ont conscience de leur rôle – en tant que **consommateurs** – pour **faire évoluer les modes de consommation** mais ils attendent **un accompagnement des entreprises** sur ce sujet
- **L'influence de la consommation sur les ressources, le climat et la santé est clairement identifiée**

Question 6 : Pourquoi les entreprises doivent-elle s'engager en faveur des enjeux de société ?



Plusieurs réponses possibles

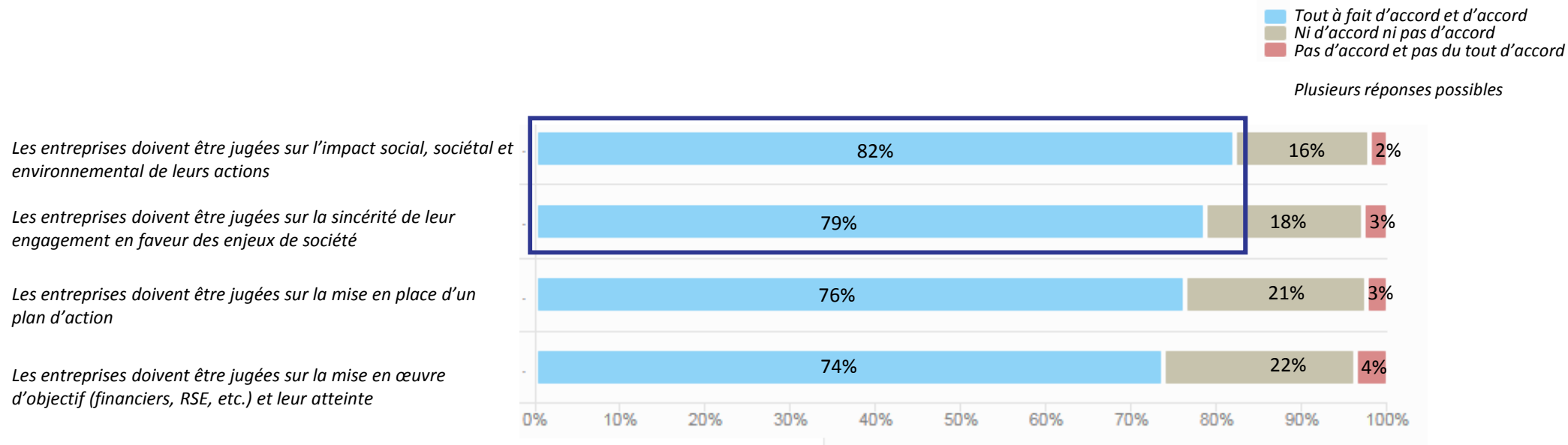
- Tout à fait d'accord et d'accord
- Ni d'accord ni pas d'accord
- Pas d'accord et pas du tout d'accord

- Les entreprises sont considérées comme **légitimes** à s'engager en faveur des enjeux de société en premier lieu parce qu'elles **sont considérée comme porteuses de solutions mais également** parce que cela **correspond à leurs intérêts et à leur performance financière (cf. enquête 2015)**.
- L'influence de la société civile sur l'engagement des entreprise est également reconnu.

Comparaison avec 2015
des Français estiment que la RSE a un
62% impact positif sur la performance
financière

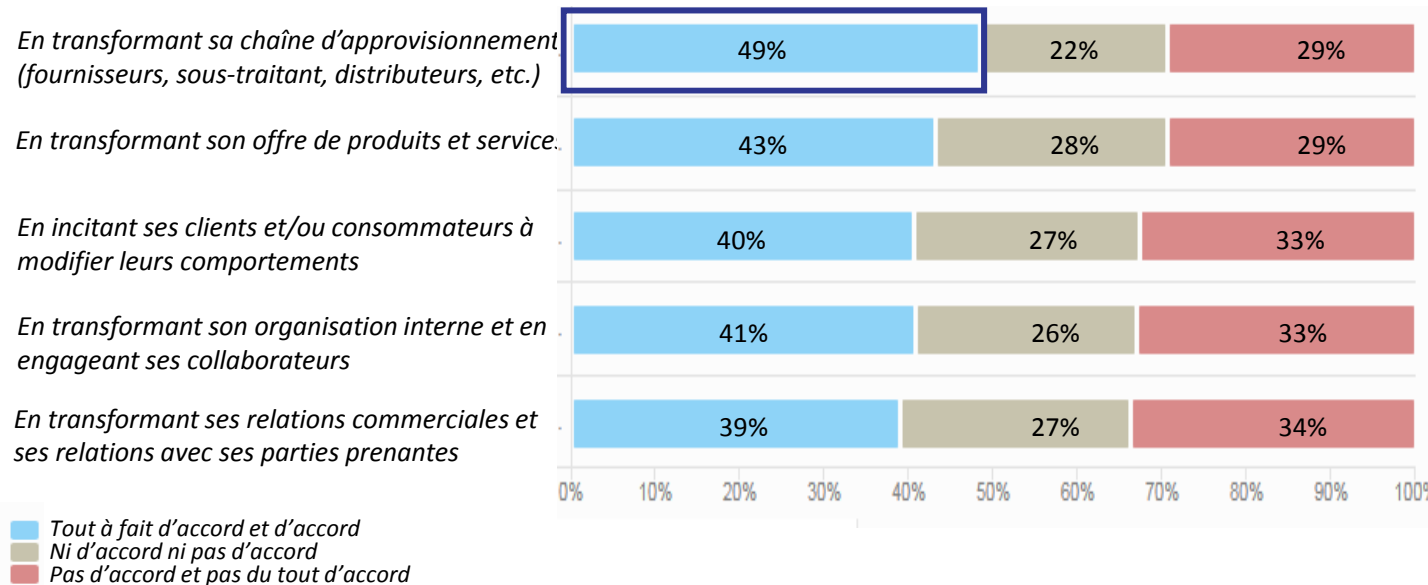
Un nombre en progression constante car ils étaient 54% en 2014 ! Les entreprises sont donc largement confortées dans leur démarche d'engagement.

Question 7 : Selon vous, sur quoi peut-on juger l'efficacité de l'action des entreprises ?



- L'ensemble des critères semble pertinent pour juger l'efficacité de l'engagement de l'entreprise. Les entreprises peuvent être jugées à la fois sur **leurs engagements**, sur **l'impact réel de leurs actions** mais également sur les **plans d'action mis en œuvre** et **l'atteinte des objectifs**.
- On note néanmoins l'attente d'une « preuve », via **l'impact réel des actions de l'entreprise sur la société** qui ressort comme le premier critère de l'efficacité de son l'engagement

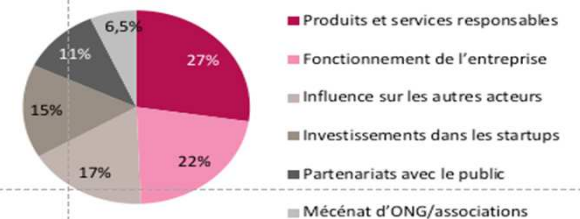
Question 8 : Selon vous, de quelle manière une entreprise peut-elle agir en faveur de ces enjeux ?



Plusieurs réponses possibles

Comparaison avec 2015

Quels sont les moyens à mettre en œuvre par les entreprises qui souhaitent s'engager ?

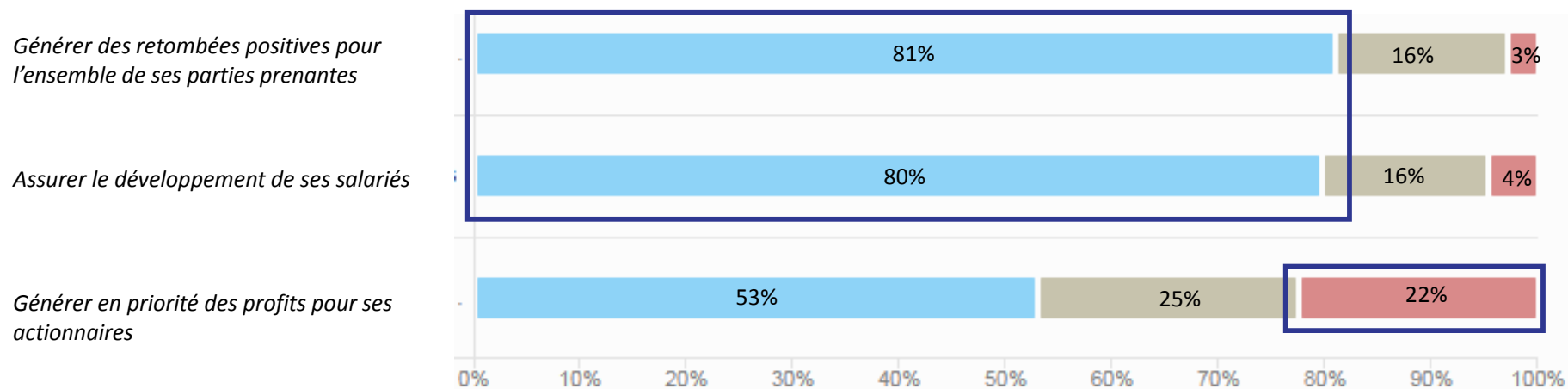


- Vers la transformation des business models : une reconnaissance du rôle premier de l'entreprise – acteur économique, producteur de B&S – comme levier d'action prioritaire
- Vers une reconnaissance intuitive de la **responsabilité élargie des entreprises** : On observe néanmoins une **évolution vs. les résultats de 2015** où l'entreprise devait agir en premier lieu **sur son organisation interne** et sur **son offre de produits et services**. En 2018, c'est **l'influence sur la chaîne d'approvisionnement** est identifiée comme le **levier d'action principal pour agir sur les enjeux**, suivi par la transformation de son offre de produits et service... voire de l'évolution de la RSE ?
- Il y a une demande de **réponse globale** de la part de l'entreprise sur les enjeux sur lesquels elle peut agir.

Question 9 : Selon vous, quelle est la finalité d'une entreprise ?

Tout à fait d'accord et d'accord
Ni d'accord ni pas d'accord
Pas d'accord et pas du tout d'accord

Plusieurs réponses possibles



- Générer du profit pour les actionnaires **n'est pas considéré comme la finalité principale** de l'entreprise.
- Si elle doit créer de la valeur pour l'ensemble de son écosystème, **le développement de ses salariés reste considéré comme une priorité**. L'entreprise doit désormais répondre à la **recherche de sens** de ses collaborateurs et leur permettre de s'épanouir.

Annexe : Enseignements de l'enquête 2015 de l'OPR



3 ENSEIGNEMENTS CLÉS

- 8%** des Français – seulement – déclarent n'avoir jamais entendu parler de RSE
La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est une notion dont les Français sont familiers. Ils ont d'ailleurs une idée précise des moyens à mettre en œuvre par les entreprises en la matière.
- 62%** des Français estiment que la RSE a un impact positif sur la performance financière
Un nombre en progression constante car ils étaient 54% en 2014 ! Les entreprises sont donc largement confortées dans leur démarche d'engagement.
- 54%** des Européens estiment que l'action des entreprises en faveur du climat est positive
Les citoyens européens attendent les entreprises en priorité sur la lutte contre le changement climatique ainsi que la santé / sécurité des collaborateurs et le respect des droits humains.



OBSERVATOIRE DE LA PERFORMANCE RESPONSABLE
CLIMAT, BIEN-ÊTRE DES SALARIÉS,
DROITS DE L'HOMME : 3 PRIORITÉS
POUR LES CITOYENS EUROPÉENS

4^{ème} Édition
2015

7 décembre 2015

Alors que la 21^{ème} Conférence de l'ONU sur le Climat (COP21) s'est ouverte à Paris, l'Observatoire de la Performance Responsable a souhaité interroger le grand public en France – mais également, pour la 1^{ère} fois depuis la création de l'Observatoire par CAPITALCOM en 2012, les citoyens allemands, britanniques et italiens – sur leur perception de l'action des entreprises en faveur des enjeux sociaux, environnementaux et sociétaux. Or, il s'avère que les européens ont de fortes attentes vis-à-vis du secteur privé en la matière dans un contexte marqué par l'affaire Volkswagen et le dénouement du procès BP.

“ Avec la COP 21, toutes les énergies entrepreneuriales et étatiques se mobilisent pour définir les modalités d'un nouveau format de croissance, complètement inédit, qui devra conjuguer « bien être planétaire » et « performance économique et financière ». Une infraction à cette équation pourra s'avérer terriblement pénalisante pour une entreprise, comme on vient de le constater – notamment – avec l'affaire Volkswagen. L'impératif réside donc, aujourd'hui, dans la capacité des entreprises à réinventer un business model que je qualifierai de citoyenno-compatible. ”

Caroline de La Marnière, Présidente et fondatrice de CAPITALCOM

3 ENSEIGNEMENTS CLÉS

- 8%** des Français – seulement – déclarent n'avoir jamais entendu parler de RSE
La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est une notion dont les Français sont familiers. Ils ont d'ailleurs une idée précise des moyens à mettre en œuvre par les entreprises en la matière.
- 62%** des Français estiment que la RSE a un impact positif sur la performance financière
Un nombre en progression constante car ils étaient 54% en 2014 ! Les entreprises sont donc largement confortées dans leur démarche d'engagement.
- 54%** des Européens estiment que l'action des entreprises en faveur du climat est positive
Les citoyens européens attendent les entreprises en priorité sur la lutte contre le changement climatique ainsi que la santé / sécurité des collaborateurs et le respect des droits humains.

LE COMITÉ D'ORIENTATION

Le Comité d'Orientation est animé par CAPITALCOM et composé des représentants de 12 institutions partenaires :



Annexe : Enseignements de l'enquête 2015 de l'OPR

- **62% des Français** estiment que la RSE a un impact positif sur la performance financière (54 % en 2014)
- **54% des citoyens européens** attendent les entreprises en priorité sur la lutte contre le changement climatique, la santé/sécurité des collaborateurs et le respect des droits humains.
- **En France**, les 5 priorités RSE identifiées pour les entreprises étaient : le santé et le bien-être des collaborateurs (14,7%), le respect des droits de l'Homme (13%), la lutte contre le réchauffement climatique (12,3%), l'investissement en recherche & innovation (11,8%) et l'emploi et développement local (11%)
- Pour les français, **les moyens** à mettre en œuvre en priorité dans le cadre d'une démarche de RSE **sont internes à l'entreprise** : le développement de produits et services responsables (26,9%) et l'adaptation du fonctionnement de l'entreprise (21,6%). En second lieu, il s'agit d'agir sur – et avec – les acteurs qui font partie de l'écosystème de l'entreprise : ses clients, ses fournisseurs, ses investisseurs, les associations et les ONG ou encore les collectivités publiques.
- Les français attendent en particulier un engagement des secteurs de **l'énergie (84%)**, la **santé (82%)** et **les biens de consommation (81%)**. le secteur le moins attendu est la **finance (59%)**.



OBSERVATOIRE DE LA PERFORMANCE RESPONSABLE
**CLIMAT, BIEN-ÊTRE DES SALARIÉS,
 DROITS DE L'HOMME : 3 PRIORITÉS
 POUR LES CITOYENS EUROPÉENS**

4^{ème} Édition
2015

7 décembre 2015

Alors que la 21^{ème} Conférence de l'ONU sur le Climat (COP21) s'est ouverte à Paris, l'Observatoire de la Performance Responsable a souhaité interroger le grand public en France – mais également, pour la 1^{ère} fois depuis la création de l'Observatoire par CAPITALCOM en 2012, les citoyens allemands, britanniques et italiens – sur leur perception de l'action des entreprises en faveur des enjeux sociaux, environnementaux et sociétaux. Or, il s'avère que les européens ont de fortes attentes vis-à-vis du secteur privé en la matière dans un contexte marqué par l'affaire Volkswagen et le dénouement du procès BP.

“ Avec la COP 21, toutes les énergies entrepreneuriales et étatiques se mobilisent pour définir les modalités d'un nouveau format de croissance, complètement inédit, qui devra conjuguer « bien être planétaire » et « performance économique et financière ». Une infraction à cette équation pourra s'avérer terriblement pénalisante pour une entreprise, comme on vient de le constater – notamment - avec l'affaire Volkswagen. L'impératif réside donc, aujourd'hui, dans la capacité des entreprises à réinventer un business model que je qualifierai de citoyenno-compatible. ”

Caroline de La Marnière, Présidente et fondatrice de CAPITALCOM

3 ENSEIGNEMENTS CLÉS

- 8%** des Français – seulement – déclarent n'avoir jamais entendu parler de RSE. La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est une notion dont les Français sont familiers. Ils ont d'ailleurs une idée précise des moyens à mettre en œuvre par les entreprises en la matière.
- 62%** des Français estiment que la RSE a un impact positif sur la performance financière. Un nombre en progression constante car ils étaient 54% en 2014 ! Les entreprises sont donc largement confortées dans leur démarche d'engagement.
- 54%** des Européens estiment que l'action des entreprises en faveur du climat est positive. Les citoyens européens attendent les entreprises en priorité sur la lutte contre le changement climatique ainsi que la santé / sécurité des collaborateurs et le respect des droits humains.

LE COMITÉ D'ORIENTATION

Le Comité d'Orientation est animé par CAPITALCOM et composé des représentants de 12 institutions partenaires :



